
Appel à contribution
Revue Justice spatiale – Spatial Justice

Justice alimentaire et agriculture

Camille Hochedez

MCF - Université de Poitiers – EA Ruralités

camille.hochedez@univ-poitiers.fr

Julie Le Gall

MCF – Université de Lyon - ENS de Lyon – UMR 5600 EVS - équipe Biogéophile

julie.legall@ens-lyon.fr

Ce numéro de *Justice spatiale* s'intéresse à une notion plutôt installée dans les recherches anglophones et en émergence dans les recherches francophones, celle de la justice alimentaire. C'est récemment et dans la continuité des travaux sur la justice sociale que la notion de justice alimentaire a émergé (Gottlieb et Joshi, 2010), à la croisée des discours sur le droit à l'alimentation (issu en partie du *food movement*), sur les objectifs de durabilité appliqués aux systèmes alimentaires, et sur les risques d'insécurité alimentaire dans des situations de pauvreté et de précarité. Cette notion a été utilisée surtout dans le cadre des recherches urbaines en Amérique du Nord. Au Sud, d'autres termes et d'autres approches ont été privilégiés, prolongeant les travaux sur la faim et l'insécurité alimentaire et répondant à d'autres préoccupations, peut-être plus urgentes, comme celle de la souveraineté alimentaire des populations (Landy, 2006 ; Brunel, 2002).

D'emblée, un premier défi émerge autour de la définition de la justice alimentaire. Comme les notions de justice sociale et de justice spatiale, il semble plus facile de l'appréhender par la négative : est d'abord pointé ce qui est refusé dans le système alimentaire actuel, telles les inégalités dans les conditions de production et l'accès à l'alimentation. De façon positive, la justice alimentaire désignerait simplement une répartition équitable des ressources alimentaires sur un territoire donné, du fait de

modes de production et de distribution équitables. Mais cette définition demande à être enrichie, en particulier pour déterminer dans quels territoires la notion apparaît particulièrement pertinente et à quels types d'actions elle est associée. Le premier objectif de ce numéro est donc de mieux cerner les dimensions *spatiales* de la justice alimentaire, tant dans les espaces ruraux que dans les espaces urbains.

Un second manque peut être identifié autour de la problématisation des liens entre alimentation, agriculture et justice. Certaines initiatives de connexion entre villes et campagnes ont déjà été bien étudiées au Sud, comme le vivrier marchand (Chaléard, 1998 ; Janin, 2008 ; Moustier, 2002), et au Nord, tels les circuits courts ou la recréation de marchés de producteurs (Boivin et Traversac, 2011 ; Maréchal, 2008). Mais on constate une interaction limitée entre la majorité des consommateurs et des producteurs, et, par ailleurs, un manque d'analyse envers les capacités des agricultures, notamment locales, à réduire les inégalités intra et inter-urbaines. À l'inverse, peu d'études prennent en compte les actions que les agriculteurs mettent en œuvre pour répondre aux attentes multiformes des urbains, alors qu'elles sont susceptibles de créer des inégalités et des espaces agricoles à plusieurs vitesses (par exemple, du fait de la connexion à la ville ou aux réseaux mondiaux que ces actions engendrent au niveau des exploitations). Le rôle des représentations des uns et des autres et des échanges de tous types entre les territoires de production et de consommation est donc interrogé dans la production des inégalités. En outre, travailler autour de l'accès à une alimentation pour tous implique de réfléchir à la qualité de cette alimentation, ce qui ne va pas toujours de soi dans l'examen actuel des rapports entre l'agriculture et la ville. Cette question soulève pourtant des enjeux de santé publique du point de vue des consommateurs (risques alimentaires...) et des producteurs (problèmes d'usage de pesticides...), qui tendent à refléter de nouvelles inégalités. Au final, si les questions agricoles et alimentaires sont désormais abordées au prisme de la ville, nous souhaitons à travers ce numéro de *Justice Spatiale / Spatial Justice* éclairer le lien entre ressource agricole et justice alimentaire, du point de vue de la production, de la commercialisation, de la consommation et de la nutrition.

Enfin, un dernier aspect paraît trop peu abordé : la faiblesse des liens entre la justice alimentaire et la justice environnementale. Alors que l'alimentation constitue notre lien quotidien avec les systèmes écologiques, elle n'est pas toujours identifiée comme un pont possible vers la « nature », que le terme soit associé au cadre de vie ou à un moyen de subsistance. Les relations entre ressources alimentaires et ressources environnementales (y compris les ressources agricoles) ne sont pas toujours identifiées et, en conséquence, les préoccupations en faveur d'un accès plus égalitaire aux unes ne sont pas associées à l'amélioration de l'accessibilité aux autres. Le dernier objectif de ce numéro est donc de coupler justice alimentaire et justice environnementale dans un même cadre réflexif pour considérer conjointement les inégalités dans l'accès aux différentes ressources.

Les articles pourront traiter indifféremment des Nords ou des Suds, les approches transversales et comparatives pouvant donner lieu à des propos particulièrement stimulants dépassant l'approche en termes de filière. Si l'approche par la justice alimentaire a surtout donné lieu à des travaux sur la ville pour le moment, nous aimerions voir émerger des contributions qui proposent d'aborder aussi les espaces ruraux et périurbains sous ce référentiel, afin d'élargir le champ des recherches possibles, et d'explorer en particulier le lien entre justice alimentaire et agriculture.

Nous proposons d'éclairer les débats selon cinq axes de questionnements.

1. Théories, justice alimentaire et agricultures

Considérant le caractère assez récent de la justice alimentaire dans le champ de la justice spatiale, ainsi que son appropriation récente par la recherche francophone, ce premier axe souhaite revenir sur le référentiel théorique de la notion. A quels cadres fait-elle appel par rapport à la justice spatiale et peut-on l'extraire de l'environnement activiste où elle s'est épanouie ? Au-delà de la dimension engagée, qu'apporte le concept par rapport à celui de faim ou d'insécurité alimentaire et que permet-il d'affirmer, réaffirmer ou révéler de la situation alimentaire et agricole des territoires à différentes échelles et dans différentes parties du monde ? Pourquoi la notion de justice alimentaire émerge-t-elle tardivement en France et sous quel angle ?

2. Les ressources agricoles face à la justice alimentaire : le rôle des réseaux et circulations ?

Interroger la justice alimentaire dans un espace ou parmi un groupe de consommateurs donnés peut revenir à y analyser les circulations des ressources alimentaires, parmi lesquelles les ressources agricoles d'origine plus ou moins lointaine. Une telle démarche suppose de s'intéresser à l'accessibilité économique et géographique des consommateurs envers les ressources productives : les connexions ou déconnexions au sein des systèmes alimentaires (quelle qu'en soit l'échelle) et des réseaux d'approvisionnement suffisent-elles à éclairer les situations d'inégalités ? La ville est-elle nécessairement le nœud de ces circulations ? Les campagnes ne sont-elles pas également le terreau de nouvelles initiatives en faveur d'autres circulations ?

3. Justice environnementale et justice alimentaire

Souligner l'importance des relations entre justice environnementale et justice alimentaire nous invite à considérer l'apport mutuel des deux champs de recherche. Comment l'injonction croissante à une alimentation locale et de qualité vient-elle notamment révéler les contrastes urbains et périurbains en matière de pollution des sols et de l'air ? La qualité des sols reflète-t-elle des inégalités socio-spatiales qui se répercutent sur la qualité alimentaire ? Pourquoi, du point de vue de la production des paysages, du foncier et des représentations symboliques, la jouissance des ressources agricoles génère-t-elle des inégalités ? La volonté affichée de nombreuses municipalités de préserver les ressources agricoles sous forme de potagers ou de jardins urbains ne sert-elle qu'à des arguments paysagers (cadre de vie) derrière lesquels se cacherait une forme de « green gentrification » ? Ou comporte-t-elle également des arguments sociaux visant à améliorer la qualité des aliments pour l'ensemble des habitants, par l'intermédiaire par exemple de la restauration collective ? La valorisation de nouvelles ressources agricoles urbaines et périurbaines entraîne-t-elle de nouvelles formes de différenciations spatiales du fait de la nouvelle valeur économique de ces terrains agricoles ?

4. Gouvernance, justice alimentaire et agriculture

Des initiatives institutionnelles, privées et issues de la société civile émergent en faveur d'une plus grande solidarité alimentaire, du local au global (plans du PAM, bons alimentaires, épiceries solidaires, distributions, approvisionnement des cantines...). D'autres montrent au contraire un renforcement du contrôle exercé sur l'alimentation (ingérence des firmes dans les modes de consommation, par exemple), alors que l'expression de la souveraineté alimentaire devient un enjeu majeur au Sud. Quel rapport présentent ces différents acteurs envers la ressource agricole ? Quels sont les modèles de gouvernance alimentaire et quels modes de gestion de la ressource agricole tentent-ils d'imposer ? Comment ces initiatives et ces modèles recréent-elles de nouvelles injustices (sur le plan social, médical...) ou de nouvelles formes de domination, sur les consommateurs ou les producteurs ?

5. Justice alimentaire, éducation et actions citoyennes : la justice alimentaire comme levier de la justice sociale

La dimension engagée des propos sur la justice nous amène à réfléchir à la mise en pratique des concepts et au rôle de la ressource agricole dans les actions déployées. Quelle est l'altérité des actions encourageant l'émergence d'une plus grande justice alimentaire par rapport au système alimentaire dominant ? Quelle place y tient l'agriculture ? Le concept de justice alimentaire ayant eu un fort écho dans les milieux scolaires, nous encourageons les articles portant sur des actions d'éducation, de sensibilisation, de formation : peuvent-elles agir comme des leviers de participation en faveur d'une plus grande justice sociale, par l'émergence d'une plus grande démocratie alimentaire (participation de la population aux initiatives alimentaires) ? Une meilleure connaissance des espaces agricoles entraîne-t-elle une modification des comportements alimentaires des consommateurs ?

Références bibliographiques

BERAUD-SUDREAU A., 2010, *Les politiques d'intervention dans le domaine alimentaire*, DRAAF / SupAgro Dijon.

- BLANCHON D. et al.**, 2009, Comprendre et construire la justice environnementale, *Annales de géographie*, vol. 1, n° 665-666, pp. 35-60.
- BLANCHON D., GARDIN J., MOREAU S.** (dir.), 2011, *Justice et injustices environnementales*, Presses universitaires de Paris-Ouest, 232 p.
- BOIVIN N., TRAVERSAC J.-B.**, 2011, Acteurs et agriculture biologique dans la fabrique alternative des espaces : les cas de l'Île-de-France, *Norôis*, vol. 1, n° 218, p. 41-55.
- BRICAS N., LAMINE C. et CASABIANCA F.**, 2013, Agricultures et alimentations : des relations à repenser ?, *Natures Sciences Sociétés*, 21(1) : 66-70.
- BRUNEL S.**, 2002, *Famines et politique*, Paris, Presses de Sciences Po
- BRUNEL S.**, 2008, *Nourrir le monde, vaincre la faim*. Paris, Larousse, Coll. Histoire.
- CHALEARD J.-L.**, 1996. Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte-d'Ivoire, Paris, Khartala, coll. Hommes et Sociétés, 662 p.
- CHEVALLIER M., DELLIER J., RICHARD F.**, 2013, Les circuits courts, une voie rémunératrice mais risquée : le cas des bovins viande, *Agreste Limousin*, n°99, novembre 2013, 4 p.
- CHIFFOLEAU Y.**, 2012, Circuits courts alimentaires, dynamiques relationnelles et lutte contre l'exclusion en agriculture, *Économie rurale*, n°332, p. 88-101.
- DARLY S.**, 2013, Relocaliser pour mieux négocier ou négocier pour mieux relocaliser ? Négociations et compromis pour la construction des réseaux locaux de l'approvisionnement des cantines, *Sud-Ouest européen*, n°35, p. 31-42.
- DEJEAN F.**, 2013, Etat de littérature. La « justice spatiale » : revue des savoirs francophones et anglophones, *Critique internationale*, vol. 61, n°4, p. 171-183.
- DURAND M., JAGLIN S.**, 2012, Inégalités environnementales et écologiques : quelles applications dans les territoires et les services urbains ?, *Flux*, vol. 3, n°89-90, p. 4-14.
- DURY S., JANIN P.** (Ed.), 2012. *La sécurisation alimentaire en Afrique : enjeux, controverses et modalités*, *Cahiers Agricultures*, Paris, vol. 21, n°5.
- GÍMENEZ E. H., SHATTUCK A.**, 2011, Food crises, food regimes and food movements: rumblings of reform or tides of transformation?, *Journal of Peasant Studies*, vol. 38, n°1, pp. 109-144.
- GOTTLIEB R., JOSHI A.**, 2010, *Food justice*, Cambridge MA, MIT press, 304 p.
- HARVEY D.**, 1973, *Social justice and the city*, Athens, The University of Georgia Press.
- KEBIR L.**, 2012, Les cantines bio : que reste-t-il de l'esprit pionnier?, *Métropolitiques*
- LANDY F.**, 2006, *Un milliard à nourrir : Grain, territoire et politiques en Inde*, Paris, Belin, Coll. Mappemonde, 270 p.
- LEHMAN-FRISCH S.**, 2009, La ségrégation : une injustice spatiale ? Questions de recherche, *Annales de géographie*, vol. 665-666, n°1-2, p. 94-115.
- LEVKOE C.**, 2006, Learning democracy through food justice movements, *Agriculture and human values*, vol. 23, p. 89-98.

MARECHAL G. (Ed.), 2008, *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*, Dijon, Educagri Editions, 213 p.

MOUSTIER P., CHALEARD J.-L., LEPLAIDEUR A., 2002, L'approvisionnement vivrier des villes de Guinée : entre fragilité et dynamisme, *Autrepart*, n°23, p. 5-23

NAZIRI D., AUBERT M., CODRON J.-M., NGUYEN T.T.L. and MOUSTIER P. 2014. "Estimating the Impact of Small-Scale Farmer Collective Action on Food Safety: The Case of Vegetables in Vietnam", *The Journal of Development Studies*, vol. 50 n°5, pp. 715-730.

PADDEU F., 2012, L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole new-yorkaise : la justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale, *Vertigo*, vol. 12, n°2. URL : <<http://vertigo.revues.org/12686>>

SCHEROMM P., 2013, « Les jardins collectifs, entre nature et agriculture », *Métropolitiques*. URL : <<http://www.metropolitiques.eu/Les-jardins-collectifs-entre.html>>

Les articles complets sont à envoyer avant le 15 mai 2015 aux adresses mail des coordinatrices camille.hochedez@univ-poitiers.fr et julie.legall@ens-lyon.fr, merci de porter une attention particulière aux instructions aux auteurs figurant sur le site [jssj.org](http://www.jssj.org) à l'adresse <http://www.jssj.org/recommandations-aux-auteurs/>